

1945-2025, 80 ANS

Continuité de l'idéologie destructive de l'extrême droite

La même doctrine mortifère soutenue par les puissants.

1945, la libération des camps de la mort et le procès de Nuremberg ont dévoilé l'horreur de l'extermination perpétrée par les Nazis.

2025, le génocide du peuple palestinien est connu de toutes et de tous. On ne peut plus dire : « on ne savait pas ».

2025, en France le retour de la politique de Vichy, ministre de l'Intérieur, ministre de la Justice, les médias à la main de Bolloré et confrères reprennent les thèses et les actions prônées par les idées d'extrême droite.

« Cette résonance du présent avec le passé ne répond pas de l'avenir. Rien n'est fatal à cet égard et il n'est jamais trop tard pour lever haut les drapeaux de la résistance et du rassemblement. »

(Sophie Binet – Struthof - 2025)



SOMMAIRE

2

Le Struthof - 8 mai 2025
Commémoration des 80 ans
de la chute du nazisme

6

Le Struthof - 8 mai 2025
Devoir de mémoire

7

Tourisme social
en Alsace

LE STRUTHOF - 8 MAI 2025

Commémoration des 80 ans de la chute du nazisme



Chaque 8 mai, depuis maintenant 80 ans, le comité régional CGT Grand Est et le DGB de la région du Sudhessen organisent une commémoration de la victoire contre le nazisme. Ces commémorations se déroulent, alternativement en Allemagne et en France, dans nos régions respectives, dans le cadre de notre combat commun contre les idées d'extrême droite.

Pour les 80 ans de la victoire contre le nazisme, nous avons décidé, depuis plus d'un an, d'une manifestation d'ampleur. Et elle l'a été puisque quelque 375 militants CGT et leur famille, des délégations étrangères d'Allemagne (DGB Sudhessen, VERDI), d'Italie (CGIL Rimini), de Saint-Marin (CSDL) et d'Espagne (CCOO des Asturies), ainsi que Sophie Binet ont été présents.

Le succès de cette initiative ne nous a pas permis de proposer une visite à tous les participants et nous remercions les camarades des deux UD du Bas-Rhin et du Haut-Rhin qui ont laissé des places disponibles à ceux venant de plus loin.

Ainsi, les inscriptions à cette commémoration ont nécessité une organisation sur 2 jours, les 7 et 8 mai, afin d'assurer l'accueil de tous et le maximum de visites guidées en groupe d'une qua-

rantaine de personnes. Elles ont fait comprendre l'importance de notre commémoration qui a suivi, de la présence des délégations étrangères et du devoir de mémoire.

Il est primordial, pour construire nos luttes de demain, de connaître l'histoire des atrocités vécues par des millions de personnes en faisant le parallèle, notamment avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et de ses idées nauséabondes partout dans le monde et en Europe.

La CGT a fait de la lutte contre les idées d'extrême droite une revendication essentielle, qu'elle partage avec les syndicats étrangers venus participer à cette initiative.

2025 marque aussi les 130 ans de la CGT qui s'est, au travers de son existence, engagée pour une société plus égalitaire et pour la paix des peuples. Le fascisme a été vaincu en 1945, quoi de plus antidémocratique que lui ? Les horreurs de ses conséquences ont pu être mesurées par les participants en découvrant ce camp de concentration, mais aussi celles des expériences médicales sur des personnes vivantes, qu'est le Struthof. Ce lieu a été un véritable enfer pour les détenus, qui étaient essentiellement des prisonniers politiques,

appelés par le régime Nazi « Nacht und Nebel », « Nuit et Brouillard », qui signifie que le détenu qui arrive au Struthof est voué à la mort, sans laisser de trace pour ces proches et sa famille. Une mort dans d'horribles souffrances et pour ceux qui s'en sont sortis, ils ont été marqués à vie.

Le Struthof

Dans l'Allemagne hitlérienne, comme dans la France de Pétain, le régime démocratique fut purement et simplement supprimé. Dès le départ, les syndicats libres et indépendants furent dissous et remplacés par des structures soumises au pouvoir étatique.

Pour asseoir son régime, Hitler mena une politique répressive contre tous les opposants au premier rang desquels se trouvent les communistes, les socialistes, les syndicalistes.

Pour faire régner l'ordre et la terreur, il créa des camps d'internement appelés camps de concentration.

Le premier d'entre eux fut établi à Dachau, près de Munich, dès 1933. Lorsqu'en 1940 l'armée hitlérienne réussit à vaincre la France, l'Alsace et la Moselle furent annexées de fait au III^e Reich de l'Allemagne nazie, sans aucune protestation de l'État vichyste.

Pour imposer leur pouvoir et s'assurer qu'aucune opposition ne serait possible dans ce territoire encore juridiquement français, un camp de concentration fut construit sur le site du Struthof, à 850 m d'altitude, près du village alsacien de Natzweiler.

Il fut ouvert le 1^{er} mai 1941 et vit arriver les premiers déportés les 21 et 23 mai 1941. Ils construisent les premières baraques du KL Natzweiler (désignation allemande). Devenu zone interdite, le camp est achevé en octobre 1943.

Entre 1941 et fin 1944, 52 000 prisonniers de 32 nationalités différentes seront enregistrés, dont 7 000 Français. On estime entre 17 000 et 22 000 le nombre de morts dans ce sinistre camp. On y trouve des prisonniers de droit commun, des politiques allemands, des résistants, des prisonniers de guerre, des juifs, des homosexuels, des Tziganes.

Les détenus sont soumis à des violences insoutenables par leurs tortionnaires : brimades, morsures de chiens, appels interminables par tous les temps dont des températures de -10 à -20°C, travail forcé,

exploitation jusqu'à la mort par épuisement, exécutions massives par pendaison, balle ou chambre à gaz et four crématoire dans lequel on fait disparaître les corps de ceux qui portent le marquage NN pour Nacht und Nebel (nuit et brouillard), essentiellement des résistants.

Un autre camp, dont l'horreur était un peu moindre, se trouvait dans la vallée, non loin du site du Struthof. Dénommé camp de sûreté et de redressement de Vorbrück-Schirmeck (dénomination allemande), le lieu correspond à la commune de Labroque. Il a vu passé 15 000 internés, pour l'essentiel alsaciens mosellans. Les nazis y envoyaient les réfractaires au régime d'oppression instauré





en Alsace Moselle. Georges Wodli, dirigeant de la CGT et du PCF, organisateur du réseau portant son nom, y fut détenu, torturé, avant de succomber dans les caves de la Gestapo à Strasbourg, puis son corps fût brûlé à Schirmeck.

La commémoration

Pour les 80 ans de la victoire sur le nazisme, le comité régional Grand Est a initié cette commémoration d'ampleur pour rappeler l'histoire, mais aussi pour rendre un hommage à tous ceux, notamment les militants de la CGT, qui ont payé de leur vie, la défense de leurs convictions et de leur engagement.

À 12h30, devant le mémorial du Struthof, les participants se sont rassemblés et ont pu écouter attentivement, encore marqués par leur visite, les discours de Denis Schnabel, secrétaire du comité régional Grand Est, de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et de Jens Liedtke, secrétaire du DGB Sudhessen. Nous remercions, Daniel Muringer, militant CGT du SFA, qui a ponctué les interventions de chants de résistance.

Pour le comité régional, Denis Schnabel a rappelé notre engagement pour un devoir de mémoire plus que nécessaire, un vrai combat dans un contexte politique compliqué. Nous avons rarement connu, depuis la dernière guerre mondiale, de situation politique, économique et sociale aussi instable. Cette instabilité touche la France, l'Allemagne, mais aussi toute l'Europe et la planète, et s'intensifie avec l'arrivée de Trump à la Maison Blanche.

En effet, il n'y a jamais eu autant de théâtres de guerre dans le monde, depuis 1945. La guerre en Ukraine nous a rappelé la fragilité de la paix, mais aussi celle d'un marché économique basé sur la finance et désormais mondialisé.

Il y a danger pour les travailleurs, comme pour leurs familles.

Jens Liedtke, représentant le DGB, s'est également exprimé pour la lutte contre le fascisme et a rappelé la mémoire des millions de morts, mais aussi des persécutions à l'encontre des personnes défendant une autre politique ou celles dites « différentes ». Il a rappelé « *qu'il ne faut plus détourner le regard quand les droits de l'homme sont violés* ». En conclusion, il évoque la revendication de son syndicat pour que le 8 mai soit reconnu comme jour férié en Allemagne.

Enfin, avant le dépôt d'une gerbe au mémorial du Struthof, Sophie Binet a pris la parole. Elle a rappelé également l'horreur du camp, mais a rendu aussi hommage à tous ceux qui ont lutté, qui y sont passés et ont été exécutés : treize jeunes de Ballersdorf, réfractaires à l'incorporation dans la Wehrmacht, 106 résistants du réseau Alliance, 35 maquisards du Groupe Mobile d'Alsace-Vosges. Sophie Binet a salué la présence des syndicats allemands : « *C'est dire que notre rencontre n'est pas que commémorative. Ensemble, nous entendons cultiver la mémoire pour éclairer l'histoire et mieux affronter les inquiétants défis que nous lance le présent.* ».

Car, oui, à présent, la montée des idées du fascisme, l'expression de cette haine ont des airs du déjà-vu. Notre secrétaire générale a appelé à lutter pour que nos gouvernements dans l'Union européenne « pèsent de tout leur poids pour faire prévaloir un ordre international construit sur la justice et le droit, pour répondre aux aspirations des travailleuses et des travailleurs à être les architectes d'un avenir où les priorités sociales, écologiques et culturelles soient au fondement de ce que l'on désigne du très beau mot d'humanité.

L'après commémoration

L'ensemble des participants se sont dirigés vers la salle polyvalente de la Broque et ont partagé un buffet déjeunatoire. C'est ensuite que les délégations italiennes et espagnoles ont, elles aussi, pris la parole. Pour la CSDL de Saint-Marin, Enzo Merlini a affirmé que plus d'unité en Europe est nécessaire pour

stopper les conflits dans le monde. Il a évoqué, lui aussi, l'horreur des massacres de Gaza. La CSDL dénonce les politiques libérales qui font des plus démunis la cause de tous les maux. Le syndicat de Saint-Marin, État indépendant, s'est dit honoré de participer à la commémoration du 8 mai.

Ensuite la secrétaire générale, Francesca Lilla-Parco, pour le syndicat italien de la CGIL de Rimini, est intervenue sur la chute du fascisme le 28 juillet 1943. Le CGIL a été créé le 3 septembre 1943 par des militants communistes engagés dans la résistance et la chute de Mussolini. En Italie, après Mussolini, la reconquête des droits des travailleurs était une priorité. Mais l'histoire se répète avec l'arrivée de Meloni qui casse les droits du travail au profit du patronat, à l'image des fascistes dans les années 1930.

Enfin, le CCOO des Asturies a pu rappeler que la 9^e compagnie, la Nueve, s'est constituée et a lutté pour une France libre dans la division Leclerc. Elle a été la première unité alliée à entrer dans Paris, le 24 août 1944. C'est dans cet esprit de défendre la démocratie et les droits des travailleurs que le secrétaire général des CCOO des Asturies, José Manuel Zapito, est intervenu. Il a également rappelé les souffrances du peuple sous le franquisme

et l'engagement de son organisation syndicale dans le combat contre l'extrême droite. « Plus jamais ça ! »

En conclusion

La commémoration du 8 mai a été une vraie réussite, tant dans l'organisation que la participation. C'est avec de tels événements, rappelant notre histoire et la reliant à nos luttes d'aujourd'hui, que nous pourrions faire reculer le fascisme.

La CGT a mis au cœur de ses revendications le combat contre les idées d'extrême droite. Poursuivons notre engagement, afin que chacun puisse vivre décemment dans un monde de paix.

Le comité régional tient à remercier toutes les Unions départementales qui ont participé, ainsi que les camarades engagés dans une organisation sans faille. Merci aux UD du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, également à la direction du Struthof, pour leur soutien.

Un livret retraçant cette journée sera disponible dans quelques mois.

ESTELLE GALLOT

Secrétaire du comité régional Grand Est



Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT

Ou parrainez un(e) ami(e) !

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Dernière profession : _____

Renvoyer ce bulletin accompagné du règlement (16€)* à Vie nouvelle, 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre

<https://union-confederale-retraites.cgt.fr>

Je m'informe

Je découvre

Je m'abonne

Je partage

16€*

*Offre réservée aux nouveaux abonnés

LE STRUTHOF - 8 MAI 2025

Devoir de mémoire



Le soleil est là, les paysages sont magnifiques, les groupes de jeunes venus d'Allemagne et de France, plaisantent, les participants de l'UCR-CGT sont attentifs et déjà empreints de l'atmosphère. Tous sont au camp de concentration du Struthof.

80 ans que les nazis ont été vaincus. 80 ans que les camps ont été libérés. Tous sont là pour se souvenir, pour ne pas oublier. Les jeunes, dans toute leur insouciance, continuent leurs jeux, leurs plaisanteries, sous l'œil, parfois sévère, des anciens, des profs et des bénévoles du site.

Les participants sont invités à se rapprocher de l'entrée du camp. Ils découvrent les baraques, les aires dénudées, une cheminée, une croix blanche... Dès les premiers mots de la guide, le silence s'installe.

Pourtant, à un âge où l'histoire nous a été dite, les images montrées, les récits écrits et disséqués, d'un coup, la réalité s'impose. Au fur et à mesure de la visite, l'incroyable vérité de l'horreur absolue explose notre imagination. Comment ? Com-

ment des êtres humains ont-ils pu en arriver là ?

Dès l'accession au pouvoir du fascisme, les plans étaient pensés et réalisés pour éradiquer une partie de l'humanité. Tout a été structuré pour humilier, déshumaniser, faire souffrir mentalement et physiquement les prisonniers, les internés.

Personne ne pouvait imaginer, qu'aujourd'hui, en France, un ministre de l'Intérieur ose mettre en place une opération de police de grande envergure, pour contrôler les sans-papiers, symbole de la « tolérance zéro ». Plus de 4 000 membres des forces de l'ordre pour interpellier des « clandestins » !

Les dossiers de demande de régularisation s'accumulent sur les bureaux des préfectures. Les avocats et associations tirent la sonnette d'alarme sur la situation des femmes et des hommes, qui travaillent, qui vivent en France dans la peur de se faire arrêter, expulser, alors même qu'ils remplissent toutes les conditions pour obtenir leur carte de séjour. Ces hommes et ces femmes, indignes de leur fonction, qui pointent du doigt les étrangers comme seuls responsables de

tous les maux dont souffrent la France, sont les dignes héritiers d'un passé, d'une politique qui a mis au pouvoir en Italie, en Allemagne, en Espagne les fascistes, les nazis, qui n'avaient qu'une seule idéologie, la haine, la peur, pour asservir les peuples.

Nous ne sommes pas à l'abri de ces exactions. La Bourse du Travail de Bobigny a été encerclée par la Brav-M (Brigade de répression de l'action violente motorisée). Aucune justification, aucun mandat, un acte hors de tout cadre légal.

Il est urgent de mener, partout, des débats, de dénoncer cet État qui n'est plus républicain, cet État qui ne représente plus les Françaises et les Français, cet État qui détruit, par sa politique, tous les conquies, au profit d'une poignée de milliardaires.

La violence, la peur, la division en pointant du doigt l'autre, celle ou celui qui n'a pas la même couleur de peau, la même religion, la même culture, sont les seules réponses aux revendications sociales.

Alors que les affaires s'accumulent contre les ministres, les puissants, détournement de fonds, pédophilie, abus sexuels, ce sont les plus démunis que l'État attaque.

La justice n'est pas la même pour tout le monde, être sans papier est plus grave que de couvrir des actes ignobles envers des enfants, plus grave que de détourner l'argent des contribuables, plus grave que des violences sexistes et sexuelles au sein des ministères.

Voilà ce qui arrive quand les idées d'extrême droite sont à la direction d'un pays et que l'État de droit n'existe plus.

N'oublions pas et mobilisons-nous pour la paix, pour le progrès social.

MIREILLE PAUME

DÉCOUVERTE

La Petite-Pierre

L'histoire d'un village de vacances pas tout à fait comme les autres.

Au cœur du Parc naturel des Vosges du Nord, le bourg de La-Petite-Pierre et son centre de vacances Ambroise Croizat offrent un lieu particulièrement agréable.

En 1927, un notable, Monsieur Weiss, fait construire un pavillon de chasse inspiré du style néoclassique. En 1937, la fédération des Travailleurs de la Métallurgie de la Moselle acquiert la propriété et y installe une colonie de vacances. Les enfants découvrent la nature, la beauté des paysages et le vivre-ensemble.

De 1939 à 1940, le site de villégiature destiné aux plus jeunes devient un hôpital militaire pour les blessés de l'armée française. En 1940, il est occupé par l'armée allemande. En août 1945, ce sont les métallurgistes rescapés des camps de la mort qui y seront hébergés et soignés.

ENGAGEMENT BÉNÉVOLE

Grâce à l'engagement bénévole des métallurgistes mosellans, des premiers travaux de rénovation ont pu être réalisés. Les colos redémarrent, dès 1946. En 1972, l'Union fraternelle de la métallurgie, qui s'est constituée en association loi 1901, décide d'élargir l'accueil aux familles, aux retraités-es et à des classes vertes. Le centre est dès lors devenu un village-vacances, et peut donc fonctionner plusieurs mois par an.

En 2003, de gros travaux sont réalisés concernant la mise en conformité, la sécurité, l'agrandissement et la modernisation des bâtiments. La préservation de ce patrimoine, riche d'une histoire humaine, qui, sans détériorer la nature environnante, est une réussite dont peut être fière l'association.



L'ancien manoir rénové.



La Petite-Pierre, au cœur de la nature alsacienne.

Ne pas démolir pour construire du neuf, du kitsch, ne pas céder aux sirènes des promoteurs, des affairistes du tourisme, c'est aussi prendre des risques.

SOCIAL ET SOLIDAIRE

Pour pouvoir réaliser toutes les tâches inhérentes à la gestion et au fonctionnement d'un tel établissement, il convient de s'assurer de l'apport des compétences de professionnels du tourisme social et solidaire. C'est ainsi, qu'à partir de 2015, la gestion de la Petite-Pierre est confiée à ULVF (Union des loisirs et des vacances familiales).

L'union fraternelle de la métallurgie, avec d'autres partenaires, perpétue et garantit l'orientation sociale du site dont l'objectif est de :

- permettre à des familles de pouvoir accéder à des vacances à un prix correspondant à leur budget,
- faire découvrir l'Alsace, ses vignobles, son histoire, son architecture et, bien sûr, ses cigognes, à partir d'un site qui dévoile toute la richesse de ses paysages, de sa gastronomie.

C'est un plaisir que les retraités-es peuvent expérimenter à un prix très raisonnable, en pension complète ou demi-pension, en chambre douillette ou en gîte. Chacun a la possibilité de choisir son mode de séjour.

Le centre est conçu pour accueillir des groupes, avec des salles de réunion adaptées et confortables, pour des séminaires ou des formations.

Avec des prestations de haut niveau, classées 3 ou 4 étoiles, ULVF gère, aujourd'hui, 21 sites de vacances, partout en France, toujours dans le cadre du tourisme social et non de celui du tourisme lucratif et marchand.

JEAN-MARIE BEKHOUCHE

Contact:

Village-vacances Ambroise Croizat - 37 route d'Ingwiller
- BP21 - 67290 La-Petite-Pierre. Tél.: 03 88 70 45 22.

**65 ans.
6 millions
de sociétaires.
Et toujours
0 actionnaire.**



Nous sommes heureux de fêter
notre 6 millionième sociétaire,
un cap atteint à l'aube de nos 65 ans.
Merci à tous d'avoir choisi la Macif,
un modèle sans actionnaires qui agit
toujours dans l'intérêt de ses sociétaires.



La Macif,
c'est **vous.**



* Étude OpinionWay - 1005 répondants - Janvier 2024 - Catégorie compagnies d'assurance.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.